


ÉTAT DE L'APPRENTISSAGE AU CANADA

Pas le temps de s'illusionner





Le Conseil canadien sur l'apprentissage est un organisme indépendant à but non lucratif financé en vertu d'une entente avec Ressources humaines et Développement social Canada. Il a pour mission de favoriser et de soutenir les décisions fondées sur des éléments objectifs au sujet de l'apprentissage à tous les stades de la vie, depuis la petite enfance jusqu'au troisième âge.

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS

La présente brochure offre un bref aperçu du rapport du Conseil canadien sur l'apprentissage intitulé **État de l'apprentissage au Canada : Pas le temps de s'illusionner**.

Pour plus d'information sur ce rapport, ou pour télécharger la version intégrale, veuillez visiter : www.ccl-cca.ca/ea.

Pour toutes questions ou commentaires au sujet du rapport, ou à propos des activités du Conseil canadien sur l'apprentissage, veuillez nous faire parvenir un courriel à info@ccl-cca.ca.

www.ccl-cca.ca

Bureau d'Ottawa

215-50, rue O'Connor
Ottawa ON Canada
K1P 6L2

Tél. : 613.782.2959
Télec. : 613.782.2956

Bureau de Vancouver

1805-701, rue Georgia Ouest
C.P. 10132
Vancouver BC Canada V7Y 1C6

Tél. : 604.662.3101
Télec. : 604.662.3168

ÉTAT DE L'APPRENTISSAGE AU CANADA

Pas le temps de s'illusionner

APERÇU

Les Canadiens prennent de plus en plus conscience des avantages sociaux et économiques que procure l'apprentissage tout au long de la vie, tant pour chaque personne que pour la compétitivité de notre pays. Nous commençons aussi à reconnaître les effets positifs de l'apprentissage continu sur notre santé et notre bien-être, de même que sur la qualité de vie dans nos communautés.

Bien que la population canadienne soit l'une des plus scolarisées au monde, des signes préoccupants laissent néanmoins entrevoir des problèmes. Nous les ignorons à nos risques et périls.

Plus de quatre adultes canadiens sur 10 ne peuvent ni lire, ni écrire, ni calculer, ni résoudre de problèmes au niveau requis pour contribuer pleinement à l'économie d'aujourd'hui. Or, ces compétences s'atténuent avec l'âge, ce qui indique que de nombreux Canadiens ne les utilisent pas.

En outre, la formation en milieu de travail offerte au Canada est faible par rapport à de nombreux autres pays développés. Et les travailleurs ayant les niveaux de littératie les plus faibles, et qui profiteraient sans doute le plus d'une formation additionnelle, sont les moins susceptibles d'avoir accès à des cours financés par leur employeur.

Le rapport examine un grand nombre des facteurs qui favorisent l'apprentissage tout au long de la vie (depuis la petite enfance et les années de scolarité jusqu'à l'âge adulte). Il se penche aussi spécialement sur le lien existant entre la santé et l'apprentissage et sur les défis en matière d'apprentissage que doivent relever les Autochtones du Canada.

Les défis auxquels le Canada est confronté en littératie sont mis en évidence tout au long du rapport. En plus d'être tissée au travers de tous les chapitres à titre de composante cruciale des aspects et des étapes de l'apprentissage tout au long de la vie, la littératie fait l'objet d'un article de fond sur *l'État de l'apprentissage au Canada*

en 2007. Il n'y a pas de temps pour s'illusionner face au défi du Canada concernant la littératie. Les enjeux sont tout simplement trop élevés pour notre génération et la suivante.

Les pages suivantes renferment les faits saillants du rapport sur *l'État de l'apprentissage au Canada : Pas le temps de s'illusionner*.

Le rapport sur *l'État de l'apprentissage au Canada*, publié pour la première fois en 2007, traite précisément de l'état de l'apprentissage à la petite enfance, à l'école, à l'âge adulte, au travail et chez les peuples autochtones. Il renferme également un article de fond portant plus particulièrement sur la littératie dans tous ces secteurs.

Chacun des chapitres énonce et définit un secteur d'apprentissage précis et présente les indicateurs de données qui correspondent au sujet. Chaque indicateur est étudié en fonction de son importance et mis en application en tant que mesure de l'évolution de l'apprentissage au Canada. Si possible, les indicateurs du Canada sont comparés au fil du temps et à des données d'autres pays.

Les chapitres se terminent par un résumé de la situation actuelle du Canada et des renseignements additionnels requis pour jauger le succès dans chacun des secteurs d'apprentissage. Chaque chapitre se conclut par une section finale intitulée « Que fait le CCA? », qui expose les plans du CCA en matière de recherche et d'analyse pour les années à venir.

L'apprentissage continu constitue le fondement de la réussite des particuliers, de leur communauté et de l'ensemble du pays. Grâce aux rapports annuels sur l'état de l'apprentissage, le Conseil canadien sur l'apprentissage cherche à susciter un dialogue animé sur le rôle de l'apprentissage dans notre société et à progresser vers sa vision d'être un catalyseur de l'apprentissage tout au long de la vie au Canada.

APPRENTISSAGE CHEZ LES JEUNES ENFANTS

Si l'apprentissage est un parcours de toute une vie, les premiers petits pas sont sans doute les plus cruciaux.

Un nombre croissant d'ouvrages de recherche révèlent que les expériences des enfants et le milieu dans lequel ils vivent pendant les cinq premières années de leur vie auront une incidence durable sur leur réussite ultérieure à l'école, au travail et dans de nombreux aspects d'une vie longue et saine.

C'est pourquoi l'apprentissage chez les jeunes enfants est une préoccupation clé du Conseil canadien sur l'apprentissage. Le chapitre 1 du premier rapport sur *l'État de l'apprentissage au Canada* porte sur les questions touchant les plus jeunes citoyens du pays, depuis l'environnement prénatal jusqu'à l'âge de la scolarité.

Le rapport étudie des comptes rendus de recherche sur l'apprentissage et le développement des jeunes enfants, y compris les facteurs qui influent sur la santé, l'apprentissage, le développement social et les soins qu'on leur procure.

Le rapport conclut que bien que la plupart des enfants canadiens naissent en bonne santé et jouissent d'un bon développement, de nombreux autres n'ont pas cette chance. En fait, un enfant sur quatre commence la 1^{re} année avec des troubles d'apprentissage ou du comportement qui pourraient nuire à son succès scolaire futur et à sa réussite dans la vie en général. Par ailleurs, certains enfants sont beaucoup plus défavorisés que d'autres. Ces injustices doivent être redressées si le Canada veut maintenir un niveau satisfaisant de bien-être social et de prospérité économique.

De même, de nombreux aspects du développement des jeunes enfants sont encore inconnus et inexplorés. Ces lacunes dans nos connaissances augmentent le risque que le Canada ne reconnaisse pas des défis nouveaux ou manque de ressources pour les relever.

Les données qui se sont dégagées des recherches ont été divisées en six grands indicateurs de l'apprentissage chez les enfants d'âge préscolaire :

- **Poids à la naissance** – Les bébés qui pèsent moins de 2,5 kg (5,5 livres) à la naissance présentent des risques plus élevés de souffrir d'un retard dans leur apprentissage et leur développement. Six pour cent des bébés canadiens naissent avec une insuffisance pondérale, taux qui demeure constant depuis 25 ans. La fréquence de l'insuffisance de poids à la naissance au Canada est légèrement inférieure à la moyenne enregistrée dans les pays membres de l'OCDE.

Le Canada compte plus de 2 millions d'enfants de moins de six ans. Toutefois, plus la population vieillit, plus la proportion d'enfants décline, passant de 9 % en 1975 à 6 % en 2005.

- **Développement physique et mouvement** – Près de 90 % des enfants canadiens de quatre et cinq ans présentent une motricité fine et globale égale ou supérieure à la moyenne. Bien que les garçons et les filles se ressemblent au chapitre de la force, de la maîtrise et de la coordination des mouvements des gros muscles, plus de garçons (14 %) que de filles (9 %) souffrent d'un retard de motricité fine, le genre de maîtrise requise pour tenir un crayon et tourner les pages d'un livre.
- **Développement cognitif** – Le développement cognitif comporte des processus mentaux comme la réflexion, le raisonnement et le calcul. Chaque enfant se développe à un rythme différent, mais le développement cognitif s'opère ordinairement par étapes distinctes.

La plupart des enfants canadiens affichent un niveau moyen ou avancé de développement cognitif. Cependant, 21 % des enfants de quatre et cinq ans provenant de familles à faible revenu présentaient un retard de développement dans un test de copie et de compréhension de symboles tels que des lettres et des mots, contre 13 % des enfants issus d'autres milieux. Dans un test sur la connaissance des nombres, 26 % des enfants de l'âge de la maternelle issus de familles à faible revenu accusaient un retard du développement, comparativement à 14 % des autres enfants.

- **Acquisition du langage et des compétences en communication** – La majorité des enfants canadiens qui ont été évalués depuis 1994–1995 ont obtenu un rendement moyen ou élevé en vocabulaire réceptif, soit la capacité de comprendre des mots à l'oral. Toutefois,

plus de 25 % des enfants de quatre et cinq ans issus de familles à faible revenu sont considérés comme étant en retard dans l'acquisition du vocabulaire, comparativement à 11 % des autres enfants.

L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes révèle que près de 90 % des enfants de quatre et cinq ans possèdent des compétences en communication dans la moyenne ou au-dessus de la moyenne. Cependant, plus de garçons (14 %) que de filles (8 %) se classent dans la catégorie « retard dans l'acquisition du langage ».

L'enquête met également en évidence que les parents ou d'autres adultes font quotidiennement la lecture à une proportion croissante d'enfants d'âge préscolaire (67 % en 2002–2003 par rapport à 56 % en 1994–1995). Cependant, on ne fait régulièrement la lecture qu'à 58 % des enfants issus de familles à faible revenu, contre 69 % chez les autres enfants.

- **Développement affectif et social** – La création de liens d'attachement à ses parents et à d'autres adultes importants, la maîtrise de ses émotions et l'intégration à des groupes de pairs sont autant d'éléments importants du développement.

Chez les tout-petits, les garçons sont plus nombreux (16 %) que les filles (13 %) à faire preuve d'agressivité physique, tandis que les filles sont plus susceptibles d'afficher des comportements agressifs indirects (p. ex., isoler une autre personne et se venger). Toutefois, la proportion globale d'enfants d'âge préscolaire qui présentent des niveaux élevés d'agressivité indirecte a diminué, passant de 11 % en 1994–1995 à 7 % en 2002–2003.

- **Éducation et soins de la petite enfance** – En 2002–2003, plus de la moitié des enfants canadiens (53 %) âgés de six mois à cinq ans étaient confiés, selon des modalités diverses, à des personnes autres que leurs parents. Quarante trois pour cent des enfants canadiens de six ans et moins prenaient part à des activités organisées telles que des groupes de jeux, des programmes de stimulation précoce et des cours pour parents et enfants.

En 2004, le Canada a affecté 0,25 % de son produit intérieur brut (PIB) à des services à la petite enfance, y compris des services de garde, destinés aux enfants de six ans et moins, le niveau le plus faible parmi 14 pays de l'OCDE. Les pays scandinaves, à l'inverse, ont consacré à ces services une part huit fois plus grande de son PIB.

Que faire?

Bien qu'une foule de renseignements sur l'apprentissage chez les jeunes enfants sont recueillis à l'échelle régionale et provinciale, ces données ne dressent pas un tableau pancanadien complet. Elles ne nous révèlent pas non plus tout ce que nous devons savoir, y compris comment le Canada se compare à d'autres pays.

Pour combler ces lacunes, le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les jeunes enfants du Conseil canadien sur l'apprentissage intensifiera ses efforts pour surveiller l'état de l'apprentissage précoce au Canada et en rendre compte.

Par exemple, bien que de nombreux indicateurs de l'apprentissage chez les jeunes enfants soient évalués juste avant l'âge scolaire, le Centre du savoir, un consortium d'organismes dirigé par le Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants de l'Université de Montréal, encouragera l'utilisation d'indicateurs additionnels du développement de l'enfant, depuis avant la naissance jusqu'à l'âge de quatre ans. Le Centre examinera également le milieu dans lequel les enfants grandissent, y compris les ressources et les services qui sont à la disposition des familles.

Au début de 2007, le CCA prévoit publier le premier d'une série de rapports détaillés sur l'apprentissage chez les jeunes enfants. Le Conseil a l'intention d'ajouter des données en matière de développement de la petite enfance à son Indice composite de l'apprentissage.

APPRENTISSAGE À L'ÉCOLE

Les souvenirs d'enfance de bien des Canadiens se déroulent à l'école, les récréations au primaire, les laboratoires de biologie au secondaire, les amphithéâtres caverneux de l'université, etc. Les établissements d'enseignement occupent une place si importante dans la vie des enfants et des jeunes que les expériences qu'ils y vivent peuvent être déterminantes pour leur succès ou leur échec futurs.

Heureusement, les expériences de la plupart des écoliers canadiens d'aujourd'hui sont positives. Ils sont en bonne santé, bien adaptés et engagés socialement. Ils réussissent bien et acquièrent des compétences qui leur seront très utiles sur le marché du travail comme dans la vie en général.

Mais cette réalité n'est pas universelle. De nombreux enfants sont victimes d'intimidation, alors que d'autres se sentent rejetés par leurs pairs ou la société. Les taux de divers problèmes de santé, notamment l'obésité, augmentent alors que bien des enfants viennent à l'école le ventre vide. Il en découle que même si les jeunes Canadiens réussissent bien comparés aux jeunes d'autres pays, il ne faut pas trop se féliciter.

Dans son premier rapport sur *l'État de l'apprentissage au Canada*, le Conseil canadien sur l'apprentissage a passé l'apprentissage à l'école au microscope, en examinant, sous cinq angles différents, ce que vivent les enfants et les jeunes du pays, de la maternelle jusqu'à la fin de leurs études postsecondaires.

Ci-dessous se trouve un sommaire de nos constatations actuelles relativement aux cinq indicateurs de l'apprentissage à l'école.

• **Compétences des élèves** – Tant en lecture qu'en mathématiques, en sciences et en résolution de problèmes, les Canadiens de 15 ans dépassaient amplement en 2003 la moyenne des pays de l'OCDE. Ils étaient particulièrement forts en lecture,

mais plus faibles en sciences. Les filles lisaient beaucoup mieux que les garçons, alors que ceux-ci obtenaient des résultats légèrement supérieurs en mathématiques. On note des différences majeures entre les résultats des diverses provinces, et les élèves des écoles de langue française à l'extérieur du Québec avaient certains des résultats les plus faibles en lecture et en sciences.

- **Éducation civique** – Les connaissances politiques des jeunes Canadiens semblent avoir chuté depuis 50 ans, et bien qu'ils soient conscients de l'importance de l'histoire, les Canadiens ne semblent pas bien connaître celle de leur pays. En fait, à peine la moitié des répondants savaient que John A. Macdonald était le premier des premiers ministres du pays. Ce déclin des connaissances semble lié à la diminution de l'engagement civique. D'ailleurs le taux de participation aux élections compte parmi les plus faibles des pays industrialisés et ne cesse de diminuer depuis les années 1950.
- **Santé à l'école** – En 2005, les deux tiers des Canadiens de 12 à 19 ans ont jugé leur santé excellente ou très bonne, et 28 % l'ont jugée bonne. Malgré tout, seulement un jeune sur cinq était suffisamment actif pour avoir une croissance et un développement optimaux. Les filles sont de moitié moins susceptibles que les garçons d'avoir un niveau d'activité optimal.

En 2004, presque un adolescent de 12 à 17 ans sur trois avait un excédent de poids ou était obèse, une proportion qui a plus que doublé au cours des 25 dernières années. Le taux d'obésité a triplé durant la même période, passant de 3 % à 9 %. En 2004, le quart des enfants de six à 11 ans faisaient de l'embonpoint ou étaient obèses, le double du taux de 1978–1979.

En 2001–2002, environ les trois quarts (77 %) des garçons de 11 ans prenaient un petit déjeuner avant d'aller à l'école, comparativement à seulement 66 % des filles du même âge. Chez les jeunes de 15 ans, seulement un peu plus de la moitié des garçons et deux adolescentes sur cinq prenaient chaque jour un petit déjeuner.

En 2000, 57 % des enfants canadiens de 10 et 11 ans ont déclaré toujours se sentir en sécurité à l'école, une légère hausse par rapport aux 53 % de 1994. Cependant, 18 % des filles de 11 ans et 17 % des garçons du même âge ont dit être victimes d'intimidation. Ceci constitue un des taux les plus élevés des pays de l'OCDE sondés. À 15 ans, les taux chutent au Canada, et seulement 8 % des filles et 14 % des garçons sont victimes d'intimidation.

Pas le temps de s'illusionner

En 2000–2001, près des trois quarts (74 %) des Canadiens de 12 à 15 ans se déclaraient très engagés dans leur école, un résultat élevé comparativement aux normes internationales. Toutefois, la proportion d'adolescents de 15 ans qui étaient souvent en retard ou étaient absents (26 %) régulièrement était plus élevée que la moyenne des pays de l'OCDE (20 %).

- **Décrochage scolaire** – Alors que le taux de décrochage s'élevait à 17 % en 1990–1991, il n'était plus que de 9 % en 2005–2006. Malgré tout, il demeure plus élevé au Canada que dans bien d'autres pays de l'OCDE, atteignant même le double de celui de la Norvège.

Découlant souvent d'une insatisfaction envers l'école ou d'un désir de gagner de l'argent, le décrochage scolaire affecte les garçons (11 %) plus que les filles (7 %), et est plus élevé de sept points de pourcentage dans les villages et agglomérations rurales que dans les centres urbains.

- **Éducation postsecondaire** – La proportion de jeunes adultes de 20 à 24 ans qui font des études postsecondaires est passée de 25 % en 1990 à 37 % en 2005. Entre 1993 et 2003, on a aussi noté une augmentation de 38 % et de 50 % respectivement du nombre de maîtrises et de doctorats conférés au pays.

En 2004, environ 45 % de la population canadienne en âge de travailler avait terminé des études postsecondaires, les chiffres étant répartis à part égale entre les études universitaires, d'une part, et les programmes collégiaux et professionnels, d'autre part. Cela classe le Canada parmi les trois premiers pays au monde en matière de scolarité postsecondaire. Des Canadiens âgés de 20 à 24 ans, les femmes étaient plus enclines (45 %) que les hommes (37 %) à faire des études postsecondaires, un écart qui ne cesse de s'étendre depuis 15 ans et qui est plus prononcé au palier universitaire que collégial.

Même si quelque 250 000 personnes se sont inscrites à un programme de formation en apprentissage en 2003, comparativement à environ 165 000 en 1996, le nombre de Canadiens qui terminent leur apprentissage avant d'accepter un emploi demeure d'environ 18 000 chaque année depuis 10 ans.

Que faire?

Il reste de nombreux éléments inconnus relativement aux facteurs qui influent sur la santé des enfants, à la relation existant entre la santé et l'apprentissage et aux moyens de rendre les écoles sécuritaires et d'en faire des endroits accueillants où les élèves auront envie de rester jusqu'à l'obtention de leur diplôme.

Au palier postsecondaire, l'absence d'un mécanisme direct et pancanadien de mesure de la qualité rend difficile d'évaluer si les diplômés possèdent les compétences et les connaissances nécessaires pour réussir dans une économie mondiale compétitive.

Le Conseil canadien sur l'apprentissage suit de près les travaux de recherche réalisés dans divers domaines liés à la santé des élèves, au rendement scolaire et au développement social. Parmi ses principaux sujets d'intérêt, mentionnons le rôle des devoirs, l'intégration dans les classes ordinaires des enfants ayant des besoins spéciaux, les pratiques pédagogiques à l'égard des élèves du primaire, les élèves immigrants et l'apprentissage d'une langue seconde, la détermination des facteurs de risque en ce qui a trait à des problèmes d'expression orale et d'alphabétisation ainsi que la prédiction des troubles cognitifs, psychiatriques et du langage à l'adolescence.

Pour de plus amples renseignements sur l'éducation postsecondaire, veuillez consulter le rapport du Conseil canadien sur l'apprentissage de décembre 2006, intitulé *L'enseignement postsecondaire au Canada : Un bilan positif – Un avenir incertain*, accessible au www.cclcca.ca.

APPRENTISSAGE CHEZ LES ADULTES

Les Canadiens aiment célébrer les occasions telles que la fin des diverses étapes de leur éducation, du primaire jusqu'à l'université. Cependant, et de plus en plus, ces étapes ne constituent plus la fin de l'apprentissage, mais plutôt les jalons d'un parcours d'apprentissage tout au long de la vie. Le tableau de l'apprentissage au Canada évolue rapidement, et les adultes de tous âges choisissent d'élargir leurs horizons, que ce soit au travail, à la maison ou dans la collectivité.

Certains entreprennent un apprentissage ou une formation par intérêt personnel ou pour accroître leur engagement communautaire. D'autres le font pour perfectionner leurs compétences professionnelles, augmenter leur revenu ou faire progresser leur carrière, voire même tout simplement pour renforcer leurs compétences en lecture et en écriture.

L'apprentissage procure de nombreux avantages, notamment une plus grande satisfaction dans sa vie personnelle ou professionnelle, un engagement civique accru et de meilleures chances de jouir d'une vie plus saine et plus longue. Une population scolarisée est également profitable pour le pays, car elle a une incidence positive sur la productivité économique et, par conséquent, renforce la cohésion sociale. Compte tenu du vieillissement de la population canadienne, de la pénurie de travailleurs compétents et de la forte concurrence des marchés internationaux, il devient urgent pour la main-d'oeuvre d'être spécialisée et flexible.

Le Canada compte quelque 21 millions d'adultes en âge de travailler (de 18 à 64 ans), qui constituent 65 % de la population.

8

Malheureusement, nous en sommes loin. Plus de quatre adultes canadiens sur 10 n'ont pas un niveau de littératie suffisant pour réussir dans l'économie actuelle fondée sur le savoir. Les taux de littératie stagnent depuis 10 ans, et les personnes qui ont le

plus besoin de suivre un programme d'apprentissage ou de formation—travailleurs âgés, décrocheurs (au secondaire et au postsecondaire), membres de groupes sous-représentés comme les immigrants—sont les moins susceptibles d'en bénéficier.

Dans son premier rapport sur l'*État de l'apprentissage au Canada*, le Conseil canadien sur l'apprentissage étudie la question de l'apprentissage chez les adultes sous quatre angles.

- **Littératie des adultes** – Environ 42 % de la population adulte, soit 9 millions de Canadiens de 16 à 65 ans, n'ont pas le niveau de littératie nécessaire pour réussir dans l'économie actuelle, un taux qui stagne depuis 10 ans. La littératie correspond ici à la capacité de trouver, de synthétiser et d'utiliser l'information fournie dans divers types de textes et de documents. En outre, 55 % des adultes canadiens ne sont pas capables de manier des chiffres.
- **Littératie en santé** – Plus de la moitié (55 %) des Canadiens de 16 à 65 ans ont un niveau de littératie en santé insuffisant pour comprendre l'étiquetage nutritionnel des aliments, respecter une posologie, suivre des directives de sécurité et faire des choix éclairés en matière de santé.

Le niveau de littératie en santé est particulièrement faible chez les personnes âgées, qui sont pourtant celles qui ont le plus besoin de services de santé et qui doivent prendre le plus de médicaments. De tous les Canadiens âgés de plus de 65 ans, 88 % n'ont pas les compétences nécessaires pour comprendre l'information sur la santé. Parmi les autres groupes de population ayant un taux faible de littératie en santé, mentionnons les Canadiens à faible revenu, les Autochtones et les immigrants récents peu scolarisés et ayant une langue maternelle autre que le français ou l'anglais.

- **Apprentissage lié au travail** – La proportion de travailleurs canadiens qui suivent un apprentissage formel lié au travail est passée de 29 % à 35 % entre 1997 et 2002. Il s'agit plus souvent de femmes (37 %) que d'hommes (33 %), et les jeunes employés sont davantage susceptibles que leurs collègues plus âgés de suivre une telle formation. Plus de la moitié (52 %) des travailleurs titulaires d'un diplôme universitaire ont suivi une formation formelle contre 18 % de ceux ayant au plus un diplôme d'études secondaires.

En 2002, 33 % de la main-d'oeuvre au Canada ont aussi suivi un apprentissage informel lié au travail, lequel ne

Pas le temps de s'illusionner

mène généralement pas à l'obtention d'un diplôme ou d'un certificat. Encore une fois, les taux de participation y ont été supérieurs chez les femmes, les jeunes et les personnes les plus scolarisées.

En 2002, le quart de la main-d'oeuvre adulte a bénéficié d'une forme ou d'une autre de formation financée par l'employeur, proportion sensiblement la même qu'en 1997. Une grande entreprise offrira plus souvent qu'une PME un apprentissage structuré à ses employés. Toutefois, les sociétés canadiennes sont moins susceptibles d'investir dans la formation de leurs employés que celles du Royaume-Uni ou de la Norvège. Un nombre croissant de travailleurs canadiens choisissent donc de suivre une formation de leur propre chef et à leurs frais.

Le manque de temps ou d'argent et les responsabilités familiales de plus en plus lourdes sont les obstacles les plus fréquents à la formation en milieu de travail. Certains Canadiens et immigrants se heurtent toutefois aussi à l'incapacité de faire reconnaître leur apprentissage, leur expérience et leurs titres antérieurs.

- **Apprendre en vue d'un perfectionnement personnel**— Le bénévolat et l'engagement communautaire offrent diverses possibilités d'apprentissage informel. En 2004, 45 % des Canadiens de 15 ans et plus ont fait don de presque 2 milliards d'heures, l'équivalent de 1 million d'emplois à plein temps, en participant à des activités communautaires et sociales variées. Bien que les Canadiens jeunes (55 %), scolarisés (59 %) ou ayant un revenu élevé (60 %) étaient les plus portés à faire du bénévolat, ce sont les personnes âgées ou ayant un faible revenu qui ont donné le plus d'heures.

En 2004, les deux tiers des Canadiens de 15 ans et plus étaient membres d'au moins un club ou une association communautaire. Les taux de participation étaient les plus élevés chez les personnes de 45 à 54 ans (69 %), les diplômés universitaires (82 %) ainsi que chez les personnes détenant un emploi (71 %) et celles dont le ménage avait un revenu élevé (80 %).

Plus des deux tiers (68 %) des adultes canadiens, soit 16,8 millions de personnes, se sont servis d'Internet à des fins personnelles en 2004–2005, la plupart quotidiennement. Les plus grands utilisateurs étaient les jeunes adultes de 18 à 34 ans et les personnes les plus scolarisées, quoique les aînés deviennent des internautes de plus en plus assidus.

Que faire?

Le Conseil canadien sur l'apprentissage continuera de surveiller et faire état de l'apprentissage chez les adultes ainsi que favoriser la recherche et l'échange de connaissances sur un grand éventail de questions liées à l'apprentissage chez les adultes et en milieu de travail.

Des cinq centres du savoir du CCA, trois se penchent particulièrement sur les questions d'apprentissage chez les adultes.

Par ailleurs, le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes du CCA s'est fixé comme priorités les thèmes suivants :

- l'apprentissage communautaire;
- la diversité;
- les obstacles et incitatifs à l'apprentissage chez les adultes.

Le Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail compte trois grands domaines d'intérêt :

- l'optimisation du niveau, de la qualité et de l'efficacité de l'apprentissage lié au travail;
- la facilitation de la transition entre l'apprentissage formel et le monde professionnel;
- l'amélioration de l'accès des groupes sous-représentés aux possibilités d'apprentissage lié au travail.

Le Centre du savoir sur la santé et l'apprentissage parraine des projets qui tentent de faire toute la lumière sur les liens qui existent entre l'apprentissage, la littératie en santé et le bien-être personnel.

APPRENTISSAGE CHEZ LES AUTOCHTONES

Les Premières nations, les Inuits et les Métis au Canada doivent affronter des défis particuliers en matière d'apprentissage à chaque étape de leur vie. Ils considèrent l'apprentissage tout au long de la vie comme un moyen de développement intégral de la personne, comprenant les aspects culturels, intellectuels, affectifs et physiques de l'être. Néanmoins, dans la mesure où les résultats d'apprentissage des Autochtones sont évalués, les données montrent que nous ne tenons pas assez compte de facteurs importants. Par exemple, les taux d'achèvement des études secondaires et universitaires sont des statistiques utiles, mais ne dévoilent rien sur les milieux non structurés et les moyens traditionnels par lesquels les peuples autochtones apprennent ou sur la transmission des connaissances par les langues ancestrales.

Dans son premier rapport sur *l'État de l'apprentissage au Canada*, le Conseil canadien sur l'apprentissage a tenté d'étendre l'angle de vue sur l'apprentissage chez les Autochtones. Plus particulièrement, nous voulions élargir les mesures courantes valides et pratiques utilisées pour évaluer la réussite scolaire et examiner l'apprentissage tout au long de la vie dans la perspective plus holistique adoptée par les peuples autochtones.

Le Canada compte près d'un million d'Autochtones, ce qui représente 3 % de la population. De ce nombre, 62 % sont des Premières nations, 30 %, des Métis et 5 %, des Inuits. La population autochtone est jeune; six personnes sur 10 ont moins de 29 ans. D'ici 2017, la population autochtone devrait compter plus de 1,4 million de personnes, soit 4 % de la population canadienne.

Nous avons découvert que, même devant une gamme étendue d'obstacles et de défis, les apprenants autochtones semblent accomplir des progrès. Toutefois, nous relevons aussi un besoin criant de redéfinir les critères utilisés pour mesurer la réussite de l'apprentissage des Premières nations, des Inuits et des Métis.

- **Langues et cultures autochtones** – Tandis que la langue maternelle de 21 % des Autochtones était une langue ancestrale en 2001, la proportion avait diminué par rapport à celle de 26 % relevée cinq ans plus tôt. Parmi les enfants, seuls 16 % parlaient une langue autochtone en 2001, ce qui représente une baisse de sept points de pourcentage par rapport à 1996. Les Inuits du Nunavut sont les plus susceptibles de conserver leur langue; 99 % des aînés et 81 % des jeunes parlent l'inuktitut couramment ou relativement bien.

Les Autochtones appuient l'accès de leurs enfants aux programmes bilingues et d'immersion, lesquels sont semblables à ceux offerts aux populations francophones et anglophones. Cependant, mis à part quelques exemples régionaux, le nombre total de programmes bilingues et d'immersion dont les apprenants autochtones peuvent se prévaloir dans tout le pays demeure inconnu. Par exemple, des cours de langues et de cultures traditionnelles sont offerts dans la moitié des écoles administrées par les collectivités des Premières nations en Colombie-Britannique, même si seulement 15 % des écoles réussissent à les intégrer dans la plupart des programmes d'études. Cependant, aucune de ces écoles n'offre un programme d'immersion complet.

- **Développement et apprentissage de la petite enfance** – Comme les taux de chômage et de monoparentalité sont relativement plus élevés chez les peuples autochtones, la pauvreté y touche plus de quatre enfants sur 10. En outre, bien des jeunes grandissent dans des conditions de mauvaise santé et de logement inadéquat, ce qui peut nuire à leur développement initial et à leur capacité d'apprentissage. Par exemple, les enfants autochtones affichent des taux plus élevés de blessures, de handicaps et de problèmes respiratoires que ceux de la population canadienne en général.

L'accès des enfants autochtones aux programmes d'appui au développement de la petite enfance s'est amélioré ces dernières années. En 2001, par exemple, la proportion d'enfants autochtones âgés de six ans et vivant hors réserve qui ont participé à un programme préscolaire conçu spécialement pour les enfants autochtones est passée de 4 à 16 % en seulement huit ans. Néanmoins, environ 90 % des enfants autochtones n'avaient pas accès à des programmes pour la petite enfance adaptés expressément à leurs besoins.

- **Apprentissage en milieu scolaire** – En 2001, 57 % des Autochtones de 20 à 24 ans avaient obtenu au moins un diplôme d'études secondaires, ce qui représente une augmentation constante depuis 1981, où cette proportion n'était que de 38 %. Néanmoins,

le pourcentage de jeunes adultes autochtones qui n'avaient pas obtenu de diplôme d'études secondaires était plus de 2,5 fois supérieur à celui de Canadiens non autochtones.

Par le passé, de nombreux élèves inuits et des Premières nations vivant dans une réserve abandonnaient leurs études parce qu'ils devaient aller dans des écoles secondaires provinciales et territoriales lointaines, laissant derrière eux famille et communauté. Toutefois, l'accès à des écoles secondaires locales s'est récemment amélioré au Nunavut, et les élèves inuits quittent désormais l'école secondaire pour d'autres motifs, notamment pour entrer sur le marché du travail, fournir de l'aide au foyer ou s'occuper d'un enfant.

- **Formation collégiale ou professionnelle** – En 2001, 40 % des Indiens inscrits fréquentaient un établissement d'enseignement postsecondaire ou avaient terminé des études postsecondaires, contre 23 % en 1986; pour les autres Autochtones, la proportion était de 45 % en 2001, contre 36 % 15 ans plus tôt.

Pour la plupart des Autochtones, l'enseignement postsecondaire s'entend de la fréquentation d'un collège ou d'un établissement de formation professionnelle. Le nombre d'adultes autochtones qui terminent des études collégiales ou une formation professionnelle est semblable à celui des Canadiens non autochtones. Les adultes métis ont un taux d'achèvement de formation collégiale ou professionnelle légèrement plus élevé que celui de la population non autochtone. Cependant, seuls 8 % des Autochtones de 25 à 34 ans avaient réussi des études universitaires en 2001, comparativement à 28 % des Canadiens non autochtones.

Aucune donnée exhaustive n'existe à l'échelle pancanadienne sur les taux de littératie des Autochtones. Toutefois, des travaux de recherche ont révélé que plus de 60 % des adultes autochtones vivant dans les villes du Manitoba et de la Saskatchewan affichent des taux de littératie en français et en anglais considérés comme insuffisants pour réussir dans l'économie d'aujourd'hui. La même situation se retrouve chez 69 % des adultes autochtones des Territoires du Nord-Ouest, plus de 50 % de ceux du Yukon et 88 % des Inuits du Nunavut. La proportion comparable pour les adultes actifs du Canada était de 42 %.

- **Éducation communautaire** – Les Autochtones ont un plus grand contrôle de leur éducation. Par exemple, le nombre d'écoles primaires et secondaires administrées par des collectivités des Premières nations est passé d'une seule école dans une réserve en 1969 à 507 en

2004. Des 121 000 élèves des Premières nations qui vivaient dans une réserve en 2004–2005, 62 % fréquentaient une école administrée par les Premières nations, 36 % allaient à une école provinciale, et moins de 2 % étaient inscrits dans une des sept écoles encore gérées par le gouvernement fédéral.

Il faut réussir à mieux comprendre l'incidence de la gestion de leur apprentissage par les Autochtones sur le succès des apprenants autochtones et le bien-être global des communautés autochtones. Les Métis, qui sont dispersés dans des collectivités et des villes un peu partout au Canada, ont eu très peu d'influence sur l'enseignement donné à leurs enfants. Les Inuits partagent ordinairement la prise de décisions en matière d'éducation avec les gouvernements territoriaux, bien qu'ils administrent la Commission scolaire Kativik, dans le nord du Québec, depuis 1975.

Que faire?

Les données existantes indiquent un certain progrès, notamment en ce qui concerne les résultats d'apprentissage chez les Autochtones, surtout au cours des 20 dernières années. Toutefois, un écart considérable persiste entre les Autochtones et les non Autochtones, particulièrement à l'égard de l'achèvement d'études universitaires.

Toutefois, les indicateurs de l'éducation actuellement utilisés le plus fréquemment par les gouvernements et les chercheurs, y compris le nombre d'années de scolarité et le rendement obtenu à des tests standardisés, ne tiennent que partiellement compte des objectifs et des valeurs des Autochtones en matière d'apprentissage tout au long de la vie.

C'est pourquoi le Conseil canadien sur l'apprentissage collaborera avec les peuples autochtones et son Centre du savoir sur l'apprentissage chez les Autochtones pour définir et promouvoir un ensemble pancanadien d'indicateurs qui captent mieux la vision plus holistique de l'apprentissage chez les Autochtones.

L'objectif à court terme sera de redéfinir la façon de mesurer la réussite des Premières nations, des Métis et des Inuits et l'objectif à long terme sera de découvrir les conditions d'apprentissage qui favorisent la réussite économique et sociale dans les collectivités autochtones.

LE POINT SUR LA LITTÉRATIE : DÉFIS POUR LE CANADA

Il faut un niveau élevé de littératie pour pouvoir profiter de l'éventail complet des possibilités qui s'offrent dans une économie du savoir concurrentielle axée sur la technologie. La littératie est aussi nécessaire pour profiter de la meilleure santé et qualité de vie possibles.

Le CCA reconnaît l'importance fondamentale de la littératie et en a fait l'un de ses grands thèmes transdisciplinaires, incorporé au mandat de chacun de ses cinq centres du savoir. Le point sur la littératie donne pour la première fois une vue d'ensemble sur le profil de la littératie au Canada.

En dépit de sa richesse et de son secteur d'éducation bien conçu, le Canada présente un taux de littératie chez les adultes beaucoup moins impressionnant qu'on imaginerait. Deux grandes enquêtes internationales sur la littératie—l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA) en 1994 et l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA) en 2003—révèlent que plus de quatre adultes canadiens âgés de 16 à 65 ans sur 10 ont un niveau de littératie inférieur à la norme internationale considérée nécessaire pour fonctionner pleinement dans le monde moderne.

Les défis en matière de littératie au Canada ne peuvent être confiés à une seule instance ou à un seul secteur. La littératie est plutôt une responsabilité partagée. Notre seul espoir de l'améliorer dans tous les domaines, et de préserver ainsi la prospérité du Canada, repose sur un effort concerté et collectif.

Ce bilan de la littératie, présenté dans ce premier rapport annuel sur l'État de l'apprentissage au Canada du CCA, utilise une foule d'indicateurs pour donner un

aperçu de l'envergure des défis du Canada dans ce domaine. Il traite de l'importance de la littératie pour le bien-être individuel et collectif et examine certaines solutions adoptées à l'étranger. Le rapport recommande des réformes des politiques publiques canadiennes et une approche de coopération en vue de faire face à cet important défi. C'est très simple : ce n'est pas le temps de s'illusionner par rapport à une question si urgente.

LA SIGNIFICATION DE LA LITTÉRATIE AU CANADA

De nos jours, la littératie va au-delà de la capacité de lire et d'écrire. Pour réussir sur les plans économique et social, un adulte doit avoir la capacité d'analyser l'information, de comprendre des concepts abstraits et d'acquérir de nombreuses autres compétences complexes.

Les compétences élevées en littératie sont cruciales à une économie et une société en santé. Même de petits changements dans les compétences fondamentales d'une population peuvent avoir une incidence profonde sur l'économie d'un pays. Une hausse de 1 % dans les niveaux de littératie peut se traduire par une augmentation de 1,5 % du PIB par habitant ainsi qu'une amélioration de 2,5 % de la productivité de la main-d'oeuvre. Fait important, au cours des 10 dernières années, la productivité accrue de la main-d'oeuvre fut le plus important moteur de la croissance économique dans la plupart des pays industrialisés.

Un niveau élevé de littératie est également important en raison de son incidence sur les possibilités d'emploi, le revenu, la santé et la participation d'un particulier dans la société; tous des facteurs importants de la qualité de vie. Elle a un grand pouvoir égalisateur à cet égard. Il est bien connu que la littératie améliore l'efficacité de nos marchés de consommation, particulièrement en ce qui a trait à l'éducation et à la santé. Par exemple, il est beaucoup moins coûteux de fournir une éducation et des soins de santé à une population qui possède un niveau de littératie élevé.

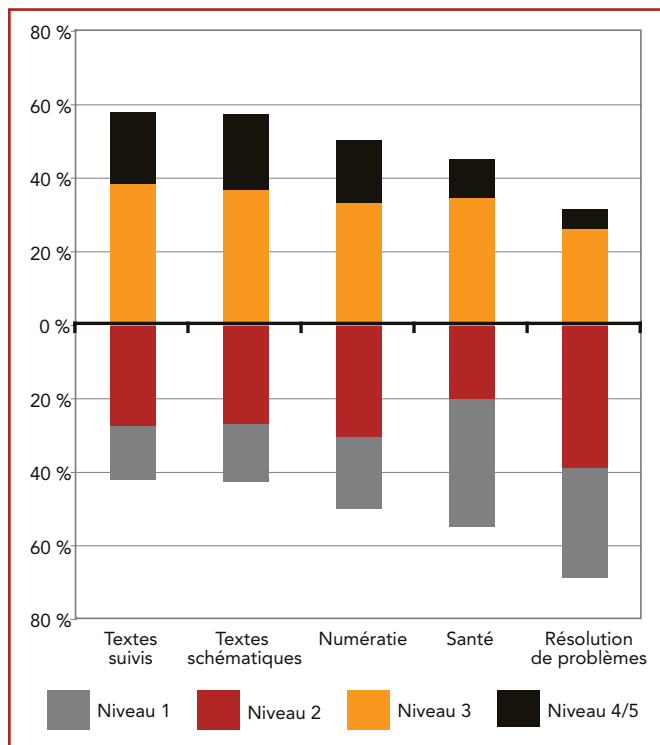
La proportion de Canadiens présentant un haut niveau de littératie a légèrement diminué entre 1994 et 2003, tendance inquiétante dans le contexte d'une économie du savoir qui dépend de ses travailleurs hautement spécialisés.

Pas le temps de s'illusionner

Une importante proportion d'immigrants canadiens possède un niveau insuffisant de littératie et de numératie et, comparativement aux autres pays, le Canada compte une faible proportion d'adultes qui suivent un apprentissage formel. Et, bien que le niveau moyen de compétence des jeunes du Canada est parmi les plus élevés du monde, ces jeunes ne sont pas assez nombreux pour augmenter la proportion globale d'adultes ayant un niveau de compétence élevé.

Jusqu'à récemment, les économistes et les décideurs ne disposaient pas de connaissances et de moyens suffisants pour bien diagnostiquer les problèmes de littératie au Canada et les étudier. Bien que notre base de connaissances se soit élargie, d'importantes difficultés demeurent au chapitre de la disponibilité, de la collecte et de l'analyse de données vitales.

Niveau de compétences en littératie des 16 à 65 ans au Canada, 2003



Source : Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes, 2003

Remarque : Le niveau un de la littératie en santé comprend également le niveau zéro.

L'ENVERGURE DES DÉFIS DU CANADA EN MATIÈRE DE LITTÉRATIE

Le CCA a transposé le défi du Canada en matière de littératie dans le contexte de ses cinq domaines fonctionnels, soit l'apprentissage chez les Autochtones, l'apprentissage chez les jeunes enfants, l'apprentissage chez les adultes, l'apprentissage et le milieu de travail, et la santé et l'apprentissage. Pour les quatre premiers, le CCA a cerné un problème de littératie déterminant. Toutefois, en matière de santé et d'apprentissage, les incidences sont trop vastes pour limiter le débat à un seul aspect.

- **Littératie chez les Autochtones** – Il est généralement reconnu que l'adoption et l'expansion d'une langue comme l'anglais ou le français dans les communautés et les écoles autochtones aident à créer des emplois et à générer des investissements. Par contre, il est également reconnu que ces bénéfices se font au détriment de la culture. L'utilisation d'une langue à la maison détermine en grande partie la possibilité de survie de cette langue. Or, au recensement de 2001, environ quatre Autochtones sur cinq ont dit ne parler qu'anglais ou français chez eux, et seulement un sur 20 a déclaré n'y parler qu'une langue autochtone.

Il en ressort, bien entendu, que si la littératie est particulièrement favorisée en anglais et en français chez les Autochtones, cela risque d'amoinrir la vitalité de certaines langues autochtones si l'accès à la littératie en langue autochtone n'est pas maintenu.

- **Littératie chez les jeunes enfants** – Le milieu familial des enfants, notamment la mesure dans laquelle les adultes qui les élèvent préconisent l'acquisition de compétences en littératie et l'adoption d'habitudes favorisant la lecture, l'écriture et le calcul, constitue la clé de l'alphabétisation des jeunes enfants. Des données montrent que l'acquisition du

LE POINT SUR LA LITTÉRATIE : DÉFIS POUR LE CANADA (SUITE)

vocabulaire varie fortement d'un jeune enfant à l'autre. Cet écart est en partie attribuable au sexe (les filles commencent généralement à parler plus tôt que les garçons), mais surtout aux différences sur le plan de la socialisation.

- **Littératie chez les adultes** – L'EIAA et l'EIACA confirment toutes deux que l'apprentissage tout au long de la vie est la clé du maintien d'un niveau élevé de littératie chez les adultes. L'éducation formelle, même si on lui fournit toutes les ressources voulues et qu'elle est de la plus grande qualité, ne détermine pas le niveau de littératie d'une personne pour la vie. En fait, une personne peut perdre les compétences acquises en classe si elle ne les utilise pas suffisamment. En contrepartie, un adulte peut améliorer et maintenir ses compétences par la pratique, même s'il n'a reçu qu'une éducation formelle minimale.

Cette réalité est clairement représentée par les constatations d'une monographie établissant une comparaison entre les résultats du Canada et ceux de la Suède en littératie. La Suède se classe première sur l'échelle de l'EIAA, tandis que le Canada se situe au milieu du groupe. Cet écart s'explique notamment par le fait que les adultes suédois sont proportionnellement beaucoup plus nombreux (62 %) à participer à des activités d'apprentissage tout au long de la vie que les Canadiens (43 %).

- **Travail et littératie** – Une analyse des données de l'EIAA révèle que dans environ 75 % des cas, les capacités de lecture, d'écriture et de calcul des travailleurs canadiens concordent assez bien avec les exigences de leur emploi. En outre, un travailleur canadien sur cinq ne met pas entièrement à profit ses compétences dans son emploi, et environ 700 000 Canadiens qui ont un faible niveau de compréhension de textes suivis occupent un poste exigeant des capacités de lecture supérieures à leur niveau de compétence.

- **Santé et littératie** – La littératie en santé nous touche profondément. Les renseignements sur la santé proviennent de sources très diversifiées, comme les étiquettes nutritionnelles sur l'emballage des aliments, les indications de posologie et les instructions pour l'utilisation sécuritaire de machinerie et de véhicules récréatifs. La littératie en santé est également essentielle au maintien d'habitudes de vie saines, y compris par exemple pour obtenir de l'information sur l'activité physique ou sur les risques liés au tabagisme ou à une mauvaise alimentation.

Les aînés, qui représentent un bassin de population important et croissant au Canada, ont fréquemment recours au système de santé et possèdent un niveau de littératie en santé relativement faible. Ils comptent pour un tiers des hospitalisations, et neuf d'entre eux sur 10 affirment prendre au moins un médicament. Seulement 12 % des Canadiens de plus de 65 ans ont un niveau de littératie en santé considéré comme adéquat. Deux solutions possibles seraient d'améliorer la littératie en santé des aînés et de trouver des moyens plus efficaces de leur communiquer des renseignements sur la santé (p. ex., en utilisant des vidéos ou des instructions simplifiées).

LE DÉFI DU CANADA EN MATIÈRE DE LITTÉRATIE

Le Canada doit améliorer le niveau de compétence global de sa main-d'œuvre pour s'assurer de demeurer économiquement concurrentiel sur la scène internationale. L'offre mondiale de travailleurs ayant de hautes compétences en littératie augmente rapidement et, par conséquent, le Canada risque de perdre des emplois au profit de compétiteurs exigeant un salaire inférieur pour une main-d'œuvre de qualification équivalente.

En plus de la nécessité d'élever les niveaux de littératie au sein de la population en général, il faut se concentrer sur des groupes particuliers. Investir uniquement dans les jeunes ne réglera pas nos problèmes de littératie, car les élèves sont actuellement trop peu nombreux pour améliorer à eux seuls les statistiques sur la littératie de l'ensemble de la main-d'œuvre canadienne. Parmi les Canadiens devant relever ces défis spécifiques qui requièrent notre attention, on retrouve : les travailleurs d'origine canadienne dont le niveau de compétences est inadéquat, les travailleurs immigrants et les adultes autochtones.

UN IMPÉRATIF INTERNATIONAL

Plusieurs pays se sont dotés d'importants programmes nationaux pour augmenter leur niveau d'alphabétisation et de compétence.

- L'Angleterre a connu du succès avec sa stratégie *Skills for Life: The national strategy for improving adult literacy and numeracy skills*, qui a bénéficié d'un énorme financement public et dont le but est d'améliorer le niveau de compétences de base de 2,25 millions d'adultes entre 2001 et 2010. Jusqu'à maintenant, l'Angleterre semble être en voie de réaliser cet objectif.
- Le gouvernement de l'Irlande a lancé le *National Adult Literacy Program*, dont la mise en œuvre s'est effectuée entre 2001 et 2006, reconnaissant la littératie des adultes un problème d'une préoccupation nationale et urgente.
- En octobre 2006, le gouvernement de l'Australie a annoncé le programme *Skills for the Future*, un ensemble quinquennal d'initiatives de renforcement de compétences d'une valeur de 837 millions de dollars australiens.

Ces pays ont beaucoup de points communs avec le Canada. Ce sont des sociétés ouvertes qui ont des échanges commerciaux avec beaucoup d'autres pays et qui, par conséquent, sont sensibles à l'évolution du commerce et à une augmentation de l'offre internationale de compétences économiquement rentables comme la littératie. Le Canada doit étudier ces modèles ainsi que d'autres pour documenter sa propre stratégie.

UN IMPÉRATIF DE POLITIQUE PUBLIQUE

Il faudra un effort concerté et collectif de toutes les tranches de la société pour relever le défi du Canada en matière de littératie. Tous les ordres de gouvernement, les secteurs privé et sans but lucratif, les syndicats, les éducateurs et les particuliers ont un rôle crucial à jouer.

- Les gouvernements peuvent faire preuve de leadership et traiter la littératie comme une question transdisciplinaire prioritaire sous leurs compétences et lors de collaborations. Ils peuvent également favoriser d'une part la demande (en développant des politiques publiques visant à augmenter la demande de littératie dans la société et l'économie).
- Les entreprises privées peuvent s'assurer que leurs méthodes de travail et leurs technologies exigent de bonnes compétences de leurs travailleurs et l'utilisation régulière de ces compétences et veiller à fournir des milieux de travail propices à l'apprentissage.
- Les syndicats peuvent aider en faisant valoir les besoins des travailleurs en matière de formation et d'apprentissage et en fournissant des occasions d'apprendre.
- Les éducateurs peuvent s'assurer que les enfants acquièrent une solide formation en lecture, en écriture et en calcul avant la fin de leurs études et concevoir des programmes d'apprentissage qui attireront les adultes.
- Les particuliers peuvent participer activement en créant des milieux favorisant grandement la littératie et l'apprentissage à la maison, au milieu de travail et dans la communauté.

ÉTAT DE L'APPRENTISSAGE AU CANADA

Pas le temps de s'illusionner

LE POINT SUR LA LITTÉRATIE : DÉFIS POUR LE CANADA (SUITE)

Que faire?

Des études montrent que la perte de compétences en littératie chez les adultes canadiens entre 1994 et 2003 annule les gains réalisés grâce à une éducation de meilleure qualité et à un taux de participation à l'éducation plus élevé. Voilà qui justifie amplement que le CCA demande la reconnaissance de la littératie comme enjeu politique majeur.

En collaborant de façon soutenue, nous arriverons à mieux comprendre les facteurs qui unissent la littératie, la prospérité économique ainsi que la cohésion et la justice sociales. Nous devons étudier en profondeur comment la littératie se transmet de génération en génération et examiner les principaux obstacles à l'apprentissage chez les adultes peu alphabétisés : qu'est-ce qui les empêche d'investir le temps, l'effort et l'argent nécessaires pour améliorer ces capacités essentielles et donc, leur qualité de vie globale?

Nous devons en outre dresser le profil du secteur de la littératie. Nous avons peu de données sur les sommes consacrées par les particuliers à l'amélioration ou au maintien de leurs compétences, sur les qualifications que doivent idéalement avoir les orthopédagogues et sur les types de personnes qui participent à des programmes de rattrapage.

Le CCA continuera de surveiller l'état de la littératie et d'en rendre compte en publiant un bilan annuel. D'autres rapports décriront les initiatives prises par les centres du savoir du CCA pour remédier aux difficultés du Canada en matière de littératie et tiendront les Canadiens au courant des pratiques et des conclusions de recherche les plus récentes dans le domaine. En outre, le CCA continuera d'examiner les solutions efficaces en littératie dans d'autres publications, notamment sa série d'articles *Carnet du savoir*. Par l'entremise de relations stratégiques avec un large éventail d'organismes, le CCA encourage ses partenaires à faire de la littératie un élément intégral et fondamental de leurs travaux sur l'apprentissage.